

LISTE DES PIÈCES À FOURNIR : Certificat de résidence pour algérien de 10 ans

1^{ère} demande ou renouvellement

<p>Vous devrez présenter les originaux et fournir les photocopies des documents mentionnés . TOUT DOSSIER INCOMPLET SERA REFUSE Les documents doivent être présentés dans l'ordre demandé</p>	<p align="center">Cadre réservé à l'administration</p>
<p>Passeport (page relatives à l'état civil, aux dates de validité, aux cachets d'entrée et au visas) A défaut autre justificatif (attestation consulaire, carte d'identité, carte consulaire,...)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Acte de naissance avec filiation ou copie intégrale d'acte de naissance (sauf si le demandeur est déjà titulaire d'un titre)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Justificatif de séjour régulier : carte de séjour en cours de validité (renouvellement) ou visa long séjour valant titre de séjour validé en ligne (1^{ère} demande)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Si vous êtes marié et/ou avez des enfants : carte de séjour ou d'identité du conjoint + extrait d'acte de mariage + extraits d'actes de naissance des enfants avec filiation</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Justificatif de domicile datant de moins de 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture (électricité, gaz, eau, téléphone fixe, accès à internet) ou bail de location ou quittance de loyer ou taxe d'habitation) -Si hébergement à l'hôtel : attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois -Si vous êtes hébergé par un particulier : <ul style="list-style-type: none"> ■ Attestation de l'hébergeant datée et signée ■ Copie de la carte d'identité ou de séjour de l'hébergeant ■ Acte de propriété (ou relevé de taxe d'habitation ou copie du bail de location de l'hébergeant ou facture d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe ou accès à internet) 	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>3 photographies d'identité récentes (format 35mm x 45mm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005 (pas de copie et non découpées)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Déclaration sur l'honneur selon laquelle l'étranger ne vit pas en France en état de polygamie (si le demandeur est marié et ressortissant d'un État autorisant la polygamie)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Formulaire dûment complété daté et signé par le demandeur</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Titulaire d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Justificatif de régularité du séjour : visa long séjour en cours de validité ou carte de séjour en cours de validité ■ Justificatifs de perception d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle : attestation délivrée par l'organisme français versant la rente et précisant le taux d'incapacité permanent ou d'indemnisation, qui doit être égal ou supérieur à 20 % ■ Pour les ayants-droits, justificatifs de perception d'une rente de décès pour accident du travail ou maladie professionnelle : attestation délivrée par l'organisme français versant la rente 	<p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Après 3 années de séjour régulier</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Justificatifs de 3 ans de séjour régulier ininterrompu en France : photocopies lisibles des certificats de résidence obtenus au cours des 3 dernières années (la dernière carte de séjour obtenue doit porter l'une des mentions suivantes : salarié, visiteur, commerçant, artisan, vie privée et familiale pour les algérien entrés par RF, travailleur temporaire, scientifique, profession artistique et culturelle) ■ Justificatifs des moyens d'existence sur les 3 années précédant la demande (attestation bancaires, bulletins de salaire, avis d'imposition, et/ou tous autres éléments démontrant le caractère régulier et suffisant des ressources atteignant au moins le montant du SMIC, prise en charge financière par un tiers) <p>(NB : possibilités d'assouplissement : prise en compte du logement déjà acquis ou gratuit, des prestations sociales, de l'AAH)</p>	<p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Conjoint de français</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Justificatifs de régularité de séjour : visa ou certificat de résidence en cours de validité au moment de la demande ■ Justificatifs du mariage depuis plus d'un an : copie intégrale de l'acte de mariage (si mariage célébré à l'étranger, transaction sur les registres de l'état civil français) ■ Nationalité du conjoint : carte nationale d'identité valide ou certificat de nationalité française de moins de 6 mois ■ Communauté de vie : déclaration sur l'honneur du couple attestant de la vie commune et tous documents établissant la communauté de vie (contrat de bail, quittance EDF, relevé d'identité bancaire, etc) 	<p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p>
<p>Regroupement familial</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Visa long séjour au titre du regroupement familial ■ Déclaration sur l'honneur de non polygamie en France ■ Certificat de résidence pour Algérien de 10 ans de l'étranger rejoint ■ Certificat médical à remettre au moment de la délivrance du titre ■ Si le demandeur est le conjoint : déclaration sur l'honneur du couple attestant de la vie commune et justificatifs de communauté de vie (ex : contrat de bail, relevé de compte, facture EDF) 	<p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p> <p align="center"><input type="checkbox"/></p>

<p>Ascendant de français</p> <p>■ Justificatif de régularité du séjour : visa ou carte de séjour en cours de validité au moment de la demande</p> <p>■ Justificatifs du lien familial : documents d'état civil correspondant à la situation au moment de la demande</p> <p>■ Nationalité française de l'enfant du demandeur : carte nationale d'identité de l'enfant français, ou certificat de nationalité française de moins de 6 mois</p> <p>■ Justificatifs prouvant la prise en charge :</p> <p>- ressources suffisantes de l'enfant français et le cas échéant de son conjoint : avis d'imposition, attestations bancaires, bulletins de salaire, attestation d'hébergement, contrat de location ou acte de propriété</p> <p>- absence de ressources suffisantes de l'ascendant : versement de pension de retraite ou autre prestation et leurs montants, versements financiers de l'enfant français (virement réguliers et suffisants avant l'entrée en France), relevé de compte de l'ascendant, attestation du consulat concernant l'isolement de l'intéressé et la situation financière des enfants demeurant dans le pays d'origine, déclaration du demandeur par laquelle il déclare ne pas avoir d'autres enfants susceptibles de l'accueillir dans un autre pays, mention de personne à charge sur la déclaration des revenus des enfants français et mention du montant versé, certificat du centre des impôts attestant que le parent étranger est pris en compte au foyer fiscal de ses enfants français</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<p>Parent d'enfant français</p> <p>■ Régularité du séjour : certificat de résidence d'un an arrivant à expiration</p> <p>■ Nationalité de l'enfant : carte nationale d'identité valide ou certificat de nationalité française de moins de 6 mois</p> <p>■ Justificatifs de la résidence en France de l'enfant : certificat de scolarité, de crèche, présence de l'enfant lors de la demande, etc</p> <p>■ Soit preuve de l'autorité parentale – même partielle – sur l'enfant</p> <p>■ Soit justificatifs suffisamment probants établissant que l demandeur continue à contribuer effectivement aux besoins de l'enfant (preuve par tous moyen) : versement d'une pension, achats destinés à l'enfant (de nature alimentaire, vestimentaire, diverse : frais de loisirs, éducatifs, d'agrément, jouets) etc</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<p>Résidence habituelle en France depuis l'âge de 10 ans</p> <p>■ Justificatifs de présence habituelle en France depuis l'âge de 10 ans : certificats de scolarité, bulletins scolaires, certificats médicaux ; et après 16 ans bulletins de salaire, attestations stages ou formation...</p> <p>■ Dans le cas d'une entrée irrégulière, justificatif d'acquittement du droit de visa de régularisation de 340 € (50€ lors de la demande, le reste au moment de la remise du titre)</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
<p>10 ans de présence régulière en France (sauf étudiant)</p> <p>■ Justificatifs de résidence régulière pendant les 10 années précédant immédiatement la demande : photocopie lisibles des titres de séjour (certificats de résidence, autorisations provisoires de séjour, récépissés, etc)</p> <p>■ Si l'intéressé est titulaire d'un certificat de résidence « étudiant », photocopie lisibles du ou des cartes de séjour portant une autre mention qu 'étudiant obtenus pendant la période des 10 ans précédant la demande</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

5 ans de séjour régulier sous couvert d'un certificat de résidence « vie privée et familiale »
■ Justificatifs de résidence sur les 5 années précédant la demande : photocopies des 5 certificats de résidence portant la mention « vie privée et familiale »



Cadre réservé à l'administration :

N° AGDREF :.....

: Dossier complet

: Dossier incomplet (Au besoin, date du courrier demandant les pièces complémentaires :.../.../.../)

Fiche de renseignement demande de titre de séjour

Date de dépôt :

- Première demande**
- Renouvellement**
- Changement de statut**

Motif de la demande :

NOM :Prénom :

NOM d'épouse :Date de naissance :

Numéro étranger (coté vertical droit):.....

Lieu de naissance :Pays de naissance :

Nationalité :

Adresse :

Code postal : Ville :

Numéro de portable :

Adresse mail :

Date de votre dernière entrée en France :

Passeport : Date de validité : Fin de validité :

- En possession d'un visa** **Démuni de visa**

Situation matrimoniale

Célibataire Marié(e) Pacsé(e) Divorcé(e) Veuf(ve) Union libre

Date du mariage, pacs ou concubinage :.....

NOM / Prénom du conjoint :.....

Date de naissance :.....Lieu de naissance :.....

Pays de naissance :.....Nationalité :.....

Lieu de résidence :
.....
.....
.....

Numéro étranger (le cas échéant):.....

Profession :.....

Vos enfants

NOM Prénom	Date de naissance	Ville et Pays de naissance	Nationalité	Lieu de résidence

Autres membres de votre famille (en France et à l'étranger)

NOM Prénom	Date de naissance	Nationalité	Lieu de résidence	Lien de parenté

Situation professionnelle

Disposez-vous actuellement :

D'une promesse d'embauche ? Oui Non

D'un contrat de travail ? Oui Non

Avez-vous déjà travaillé en France ? Oui Non

Profession et/ou formation en France	Profession et/ou formation dans le pays d'origine

♦ **Tout dossier incomplet sera refusé.**

♦ **Les documents d'état-civil rédigés en langue étrangère doivent être traduits en langue française par un traducteur interprète agréé près d'une cour d'appel.**

♦ **En cas de 1^{re} demande et si vous êtes en situation irrégulière sur le territoire français : 50 € en timbre fiscaux dématérialisés sont demandés.**

♦ **Pour tout renouvellement, prendre rendez-vous sur le site de la préfecture : www.correze.gouv.fr**

♦ **Se présenter avec les originaux et les photocopies des documents d'état-civil lors des rendez-vous.**

♦ **À envoyer au Bureau des étrangers**

♦ **Courrier à envoyer avec accusé de réception**

Je joins à cette demande l'ensemble des pièces nécessaires à son examen. Je suis informé que d'autres documents pourront éventuellement m'être demandés ultérieurement.

le.....

Fait à Tulle

Signature

cadre réservé à l'administration

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

(à remplir obligatoirement)

Entourez la bonne réponse

Langue française : lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

Autres langues :

.....lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

.....lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

.....,.....lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

.....lue : OUI - NON parlée : OUI - NON écrite : OUI - NON

Cours de français : OUI - NON

Si oui, en quelle année :

et combien de temps :

Études supérieures en France : OUI - NON

Si oui, diplômes obtenus :

♦Le niveau A1 est exigé pour les cartes de séjour pluriannuelle (justificatifs l'appui ainsi que le contrat d'intégration républicaine CIR)

♦Le niveau A2 est exigé pour les cartes de résident de 10 ans (justificatifs l'appui ainsi que le contrat d'intégration républicaine CIR)

Date :

Signature :

Toute fausse déclaration est passible des peines d'emprisonnement et des amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Article 441-6 du code pénal :

« Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire d'obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu. »

Article 441-7 du code pénal :

« Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui. »

Date :

Signature :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e),

Nom :

Prénom :

né le :

à :

m'engage sur l'honneur à respecter les principes qui régissent la République française.

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Les étrangers en situation régulière ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les français sauf le droit de vote qui reste attaché à la nationalité et doivent respecter les lois et principes de la République française. Qu'elle sanctionne ou qu'elle protège, la loi est la même pour tous, sans distinction d'origine, de race ou de religion. L'égalité entre hommes et femmes est un principe fondamental de la société française.

Fait à Tulle, le

signature

Je soussigné(e) (Nom Prénom) :.....

: **DECLARATION DE NON-POLYGAMIE (Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie-Saoudite, Bahrein, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Brunei, Burkina Faso, Cambodge, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Djibouti, Égypte, Émirats Arabes Unis, Gabon, Gambie, Guinée équatoriale, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Laos, Liban, Liberia, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Nigeria, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, Sénégal, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Syrie, Tanzanie, Tchad, Togo)**

Déclare sur l'honneur que ma situation matrimoniale sur le territoire de la République Française est conforme à la législation française et que je ne vis pas en situation de polygamie/ de polyandrie sur le territoire français.
Je suis informé(e) que les titres, actes d'état civil et document présentés dans le cadre de la présente demande de titre de séjour pourront faire l'objet d'une authentification auprès des autorités ou organismes qui les ont émis.
Signature :

Déclaration de communauté de vie

Je soussigné(e)
Déclarant(e) : M. ou Mme
Né(e) à
conjoint/conjointe
Né(e) à
Domicilié(é) :

Déclarent sur l'honneur en présence du représentant du préfet de Corrèze que le communauté de vie est toujours effective.

Signature du/de la déclarant(e)

Signature du/de la conjoint(e)

DEMANDE DE CARTE DE RESIDENT (fondement L.314-93° du CESEDA)

Je sollicite une carte de résident sur la base de l'article L.314-93° du CESEDA puisque je suis marié(e) depuis au moins 3 ans avec un(e) ressortissant(e) de nationalité française, qui séjourne régulièrement en France, la communauté de vie entre les époux n'a pas cessé depuis notre mariage, mon conjoint a conservé la nationalité française et, lorsque le mariage a été célébré à l'étranger, il a bien été transcrit préalablement sur les registres de l'état civil français.

A cet effet, je produis l'ensemble des pièces afférentes à cette demande.

DEMANDE DE CARTE DE RESIDENT (fondement L.314-8 du CESEDA)

Je sollicite une carte de résident sur la base de l'article L.314-8 du CESEDA puisque je suis depuis 5 ans sur le territoire français en situation régulière, sous couvert d'une des cartes de séjour : vie privée et familiale, visiteur, passeport talent (hors salarié en mission), activité professionnelle (hors travailleur saisonnier et stagiaire).

A cet effet, je produis l'ensemble des pièces afférentes à cette demande.

Date :/...../...../

Signature :

DÉCLARATION DE NON-ABSENCE

Je soussigné·e Monsieur, Madame (Rayer la mention inutile) :

Nom : (Nom de jeune fille pour une femme) :

Épouse : (le cas échéant)

Prénom :

né(e) le à (Ville et pays de naissance) :

de nationalité :

Déclare sur l'honneur, ne pas avoir séjourné·e :

- Plus de trois années consécutives hors de France, au cours des 10 dernières années, si je suis titulaire d'une carte de résident de 10 ans ou d'un certificat de résidence algérien de 10 ans.

- Plus de 3 ans hors de l'Union européenne ou 6 ans hors de France, au cours des 10 dernières années, ou n'avoir pas acquis le statut de résident longue durée-CE dans un autre État membre de l'UE, si je suis titulaire d'une carte de résident longue durée-CE.

J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation. Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à le :

Signature du(de la) déclarant·e :